

Forum & débats

« La résistance civile, c'est l'art de gagner la guerre sans la faire. »

JACQUES SÉMELIN

ENTRETIEN JACQUES SÉMELIN, docteur en histoire contemporaine, professeur à Sciences-Po Paris

Passionné par la question de la non-violence et spécialiste de l'Europe du XX^e siècle, l'historien tente des comparaisons avec les révoltes dans le monde arabe

« Toute résistance est une énigme »

Vous avez étudié les processus de résistance au temps de la Seconde Guerre mondiale et sous les régimes communistes. Peut-on faire un parallèle avec ceux du « printemps arabe » ?

JACQUES SÉMELIN : Dans l'émergence d'une résistance civile, il y a d'abord un refus de la fatalité. Un sujet se dit qu'il ne peut plus accepter un système, au nom d'une histoire, d'une culture dont il se sent porteur ou, simplement, de façon viscérale, à cause de ce qu'il vit au présent. Ensuite vient l'affirmation de valeurs, où l'on retrouve les droits fondamentaux : liberté, dignité, droit à l'opposition, à la sûreté, à la propriété... Et on ne peut que constater que les manifestants tunisiens, égyptiens ou syriens, en les réclamant, ont rejoint des idéaux universels. La troisième dimension, c'est la solidarité, parce qu'on ne peut y arriver seul. Enfin vient l'élaboration d'un projet : que construire d'autre, quel nouveau contrat de vivre-ensemble ? C'est là qu'en sont aujourd'hui la Tunisie et l'Égypte.

Comment parvient-on à déstabiliser un système construit pour durer ?

J. S. : Toute résistance est une énigme et toute résistance de masse est une surprise. En Europe, avant la chute du rideau de fer à l'automne 1989, certains considéraient les Allemands de l'Est comme des abrutis, soumis à la propagande communiste, incapables d'avoir organisé la moindre manifestation publique depuis 1933, à l'exception de deux jours en 1953. Et puis, le 9 octobre 1989 à Leipzig, une foule s'est manifestée, au sortir d'un rassemblement dans une église protestante.

Ce qui se joue alors, c'est notamment le refus d'un système fondé sur l'art de la dissimulation, de l'esquive. Lorsqu'un régime totalitaire ou autoritaire fonctionne, le pouvoir politique entend occuper tout l'espace public, voire envahir la pensée. Les populations apprennent à donner le change, à faire preuve de conformité en public, quitte à agir différemment en privé. Le mouvement de résistance commence quand des gens s'affirment dans la sphère publique comme ils sont dans la sphère privée. Si la domination physique est un état de fait, la soumission politique est un état d'esprit. Tout l'enjeu d'une résistance civile, c'est d'accroître le décalage, le fossé, entre l'état de fait et l'état d'esprit. C'est un but proprement révolutionnaire.

« Ce qui se joue, c'est notamment le refus d'un système fondé sur l'art de la dissimulation. »



Jacques Sémelin: «Un régime s'effondre souvent par une scission au sein de ses élites.»

Le pouvoir se trouve donc dans la rue ?

J. S. : Oui, au bout du processus. Dans un premier temps, la résistance va parfois s'exprimer dans des enceintes religieuses, espace classique de transition du privé vers l'espace public. Souvent, cela passe aussi par les médias. Aujourd'hui, ce rôle est joué notamment par Internet. Autrefois, c'était par des tracts ou des bouts de papier roulés dans des boîtes d'allumettes... La presse clandestine sert à se reconnaître : on fait un tract ensemble, c'est extrêmement risqué mais on crée un petit groupe, on se reconnaît comme résistant, et après on va vers l'opinion pour tenter de la rallier. Les médias sont alors un espace public de prothèse. Mais au final, l'enjeu est d'aller dans la rue, de basculer de la sphère publique immatérielle ou confinée à l'espace ouvert.

La non-violence est-elle une force ?

J. S. : Il faut avoir une bonne lecture de l'adversaire. Un processus pacifique

peut aller assez loin si le pouvoir fait preuve de modération. Sinon, il ne faut surtout pas se battre sur son terrain, celui de la violence, parce qu'on y est perdant. Les Libyens ont choisi cette voie mais ils n'y arrivent pas et ont été obligés d'appeler les Occidentaux à l'aide. Le plus habile est de susciter des contradictions à l'intérieur du camp adverse, de l'appareil

d'État, de telle sorte que des éléments se rallient au mouvement. Un régime s'effondre souvent par une scission au sein de ses élites. La résistance civile, c'est l'art de gagner la guerre sans la faire.

En Pologne, il aura fallu trois générations pour arriver à la résistance « façon Solidarnosc ». Est-ce un enseignement pour les opposants syriens qui affrontent une violente répression ?

J. S. : C'est une question centrale. Le mouvement d'opposition à Gdansk était ancré dans l'expérience des luttes passées. En 1970, il y avait eu une révolte aux chantiers navals, avec des dizaines de morts. Dix ans après, quand la grève commence, ses dirigeants ont en tête : plus jamais ça ! L'alcool est interdit dans les chantiers. Un savoir-faire militant se déploie qui consiste à éviter les provocations, à mesurer ses efforts.

S'agissant de la Syrie, le régime montre un grand savoir-faire dans les techniques de répression. Il use du meurtre, des arrestations, de la torture, puis libère les gens : c'est un mode sophistiqué pour réinstaller la peur. Un processus de résistance civile doit d'abord vaincre la peur. Ce n'est pas toujours facile, c'est le moins qu'on puisse dire. Ensuite, il ne faut pas seulement de la bonne volonté, du courage. Cela suppose une stratégie, l'identification de sa cible, un plan d'action. Il faut mesurer ses actions si la répression est trop forte. En Syrie, on a l'impression, comme en Libye, que des jeunes « montent au front » sans formation.

En Tunisie et en Égypte aussi, les manifestations ont été des mouvements spontanés, sans plan de départ...

J. S. : Oui. On pourrait faire des rapprochements avec 1848 en Europe. L'enjeu aujourd'hui est de reconstruire sur ce mouvement de spontanéité collective. La résistance civile passe par des processus de transgression de la loi mais appelle une autre loi, un autre droit, une assemblée constituante qui va inscrire dans les textes la nouvelle légitimité d'un pays. Il y en a pour des années.

Les régimes qui massacrent leurs populations sont-ils à terme condamnés ?

J. S. : Il faut tenir compte du contexte international. Actuellement, beaucoup de facteurs contribuent au maintien du régime syrien. Mais si la région continue de bouger, cela accroîtra peut-être les facteurs de déstabilisation interne.

REPÈRES

UN MILITANT DE LA NON-VIOLENCE

● Né en 1951, Jacques Sémelin possède une triple formation d'historien, de psychologue et de politiste. Directeur de recherches au CNRS, il est rattaché au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Sciences-Po à Paris. Après avoir beaucoup travaillé et écrit sur la non-violence, ses travaux se sont attachés à la compréhension des génocides et des massacres du XX^e siècle. Il vient de publier *La Résistance civile* (André-Versaille Éditeur, 110 p., 19,90 €).